



Secrétariat parlementaire
Ratssekretariat

5^e procès-verbal du Conseil de ville / 5. Stadtratsprotokoll

Séance du jeudi 24 avril 2014 à 18 heures

Sitzung vom Donnerstag, 24. April 2014, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Arnold Marc, Augsburg-Brom Dana, Baltzer Niklaus, Bohnenblust Peter, Bohnenblust Simon, Bord Pascal, Bösch Andreas, Brassel Urs, Briechle Dennis, Cadetg Leonhard, Donzé Pablo, Dunning Samantha, Esseiva Monique, Fischer Pascal, Frank Lena, Freuler Fritz, Gonzalez Glenda, Grupp Christoph, Güdel Martin, Gugger Reto, Güntensperger Nathan, Gurtner-Oesch Sandra, Habegger Hans Peter, Hadorn Werner, Hamdaoui Mohamed, Hügli Daniel, Jean-Quartier Caroline, Känzig Urs, Kaufmann Stefan, Moser Peter, Ogi Pierre, Paronitti Maurice, Pichard Alain, Pittet Natasha, Rindlisbacher Hugo, Scherrer Martin, Schneider Sandra, Schor Alfred, Simon Fatima, Steinmann Alfred, Stöckli Schwarzen Heidi, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Sylejmani Ali, Tennenbaum Ruth, Thomke Friedrich, Trachsel Alessandro, Treu Hervé, Vuille André, Wiederkehr Martin, Wiher Max

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Dillier Adrian, Habegger Markus, Haueter Joël, Löffel Christian, Molina Franziska, Pauli Mélanie, Rüfenacht Martin, Tanner Anna

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Erich Fehr, maire de Bienne

Conseillères municipales/Conseillers municipaux: Feurer Beat, Némitz Cédric, Schwickert Barbara, Steidle Silvia

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Pierre Ogi, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Regula Klemmer, secrétaire parlementaire

Affaires traitées / Behandelte Geschäfte	Page / Seite
74. Approbation de l'ordre du jour	179
75. Communications du Bureau du Conseil de ville	179
• Décomptes de la compétence de la CDG	179
76. Élection Bureau du Conseil de ville (mai 2014 à août 2015)	180
• Élection du président / de la présidente du Conseil de ville	180
• Élection du 1 ^{er} vice-président / de la 1 ^{re} vice-présidente	180
• Élection du 2 ^{ème} vice-président / de la 2 ^{ème} vice-présidente	181
• Élection de 2 scrutateurs / scrutatrices	181
77. Élection Commission de gestion (mai 2014 à août 2015)	181
• Élection du président / de la présidente	181
• Élection du vice-président / de la vice-présidente	182
78. Élection des membres du Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne (CAF)	182
• 3 membres proposés par le Conseil municipal	182
• 10 membres proposés par les groupes parlementaires	183
79. Motion 20130408, Sandra Schneider, UDC, "Baisser les salaires du Maire et des membres du Conseil municipal - 200'000 francs suffisent!"	183
80. Interpellation 20130403, Pablo Donzé, Groupe les Verts, "Jonction Bienne-Centre"	192
81. Interpellation 20130372, Daniel Hügli, SP, "Projet Assainissement durable des finances communales sans politique?"	195
82. Motivation de l'urgence de l'interpellation interpartis Alain Pichard, PVL, Reto Gugger, PBD, Leonhard Cadetg, FDP, Martin Scherrer, UDC, "Quelles sont les intentions de la Ville envers Multimondo?"	196
83. Motivation de l'urgence du postulat interpartis Max Wiher, PVL, Lena Frank, Les Verts, Dana Augsburgger-Brom, SP, Urs Brassel, FDP, Reto Gugger, PBD, Pascal Bord, UDC "Projet pilote des villes en matière de cannabis"	196
84. Discours d'adieux à Pierre Ogi et Roland Gurtner	196
85. Nouvelles interventions	198

Ogi Pierre, président du Conseil de ville: Je vous souhaite la bienvenue à notre 5^{ème} séance du Conseil de ville où nous aurons le plaisir d'élire entre autre un nouveau président du Conseil de ville. Avant de passer à l'approbation de l'ordre du jour, j'aimerais souhaiter la bienvenue à deux nouvelles Conseillère de ville. Il s'agit de Madame Glenda Gonzalez, PSR et de Madame Ruth Tennenbaum, Passerelle.

Vous trouvez sur vos tables:

- Listes des candidatures au CAF (feuille verte)
- Rapport annuel 2013 MÜVE/ARA/AR/ST
- Rapport annuel 2013 de la Bibliothèque de la ville de Bienne

Sur la table de l'huissier:

- PARLEMENT, n° 1, Avril 2014 – Bulletin d'information de la Société suisse pour les questions parlementaires

74. Approbation de l'ordre du jour

Ogi Pierre, président du Conseil de ville: Monsieur Martin Rüfenacht étant absent, il a demandé de reporter son postulat 20130371 "Places de stationnement temporaires à l'entrée des Gorges du Taubenloch" à la prochaine séance.

L'ordre du jour est approuvé tacitement avec cette modification.

75. Communications du Bureau du Conseil de ville

Ogi Pierre, président du Conseil de ville: Monsieur Daniel Suter offrira l'apéritif à l'issue de cette séance.

Décomptes de la compétence de la CDG

Klemmer Regula, Ratssekretärin: Die GPK hat anlässlich ihrer Sitzung vom 15. April 2014 die folgenden **Abrechnungen** der Direktion Bau, Energie und Umwelt **in eigener Kompetenz und einstimmig genehmigt:**

- 20010479 Parkleitsystem (PLS) Zentrum Innenstadt / Aufrüstung der einzelnen Parkierungsanlagen
- 20060457 Gartenstrasse (Oberer quai Süd – Gaswerkareal) / Realisierung einer Velo- und Fussgängeroute / 1. Etappe

76. Élection Bureau du Conseil de ville (mai 2014 à août 2015)

Ogi Pierre, président du Conseil de ville: Le nouveau Président du Conseil de ville entrera en fonction le 1^{er} mai 2014. C'est un jour symbolique pour moi et je pense qu'il sera à mes côtés lors du cortège!

Élection du président / de la présidente du Conseil de ville

Kaufmann Stefan, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU schlägt dem Stadtrat als neuen Stadtratspräsidenten Herrn Daniel Suter (PRR) vor. Herr Suter war bis jetzt 1. Vizepräsident und durfte bereits eine Sitzung präsidieren. Er ist perfekt zweisprachig. Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU empfiehlt Herrn Suter zur Wahl und dankt für die Unterstützung.

Vote

- sur proposition du Groupe FDP/PRR/EVU/EDU est élu:

Monsieur Daniel Suter, PRR

Suter Daniel, PRR: Biel/Bienne, gare terminus, tout le monde descend. En arrivant des grandes métropoles à l'est et à l'ouest de notre Ville, c'est le bout de la ligne! En marge de la Suisse allemande, pas vraiment en Suisse romande, à l'écart des grands axes qui traversent notre pays, située entre Jura bernois et le Seeland, comme entre deux chaises, notre Ville est condamnée à l'excellence, si elle veut rester accrochée au train en marche. L'excellence par la créativité et l'efficacité de son travail dans tous les domaines et à tous les niveaux, y compris dans ce Conseil de ville. Qu'est-ce que j'apporte à ma Ville pour la faire progresser sur le chemin du succès et de la prospérité? Comment faire plus avec moins? C'est dans cet esprit, que j'accepte l'important mandat que vous venez de me confier. Je l'accepte avec l'engagement de tout faire pour mener à bien les débats, qui nous attendent et dont je sais, par expérience, qu'ils se déroulent le plus souvent dans le respect des uns pour les autres. Je vous remercie de la confiance témoignée. Je félicite mon prédécesseur, Monsieur Pierre Ogi, de sa présidence menée avec "maestria", au cours des seize derniers mois et je le remercie pour l'agréable collaboration, que nous avons eue au sein du Bureau du Conseil de ville. Je confirme cordialement l'invitation à l'apéritif, qui sera servi à l'issue de cette séance.

Élection du 1^{er} vice-président / de la 1^{re} vice-présidente

Ausburger-Brom Dana, Fraktion SP: Für das 1. Vizepräsidium empfiehlt die Fraktion SP Herrn Werner Hadorn. Er war bis jetzt 2. Vizepräsident und würde sich gerne für das 1. Vizepräsidium zur Verfügung stellen.

Vote

- sur proposition du Groupe socialiste est élu:

Monsieur Werner Hadorn, SP

Élection du 2^{ème} vice-président / de la 2^{ème} vice-présidente

Fischer Pascal, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen schlägt Herrn Hugo Rindlisbacher als 2. Vizepräsidenten vor. Herr Rindlisbacher ist seit 1998 Mitglied des Bieler Stadtrates und bringt eine grosse Erfahrung mit. Er würde sich freuen, die neue Herausforderung anzunehmen. Deshalb bittet die Fraktion SVP/Die Eidgenossen um Unterstützung Ihres Wahlvorschlags.

Vote

- sur proposition du Groupe UDC/Les Confédérés est élu:

Monsieur Hugo Rindlisbacher, Les Confédérés

Élection de 2 scrutateurs / scrutatrices

Ausburger-Brom Dana, Fraktion SP: Die Fraktion SP schlägt als Stimmenzähler Herrn Niklaus Baltzer vor. Er hat diese Funktion schon seit Jahren inne, und er macht es gut.

Sutter Andreas, Fraktion BVP/CVP/BDP: Die Fraktion BVP/CVP/BDP schlägt Herrn Hanspeter Habegger zur Wiederwahl vor.

Vote

- sur proposition des Groupes socialiste et PPB/PDC/PBD sont élus:

Monsieur Niklaus Baltzer, SP

Monsieur Hanspeter Habegger, PPB

77. Élection Commission de gestion (mai 2014 à août 2015)**Élection du président / de la présidente**

Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts: Nous avons le plaisir de vous présenter Andreas Bösch à la présidence de la Commission de gestion. Il est depuis 15 ans membre du Conseil de ville et depuis 4 ans à la Commission de gestion. Il est

unanimement reconnu comme quelqu'un de juste et de précis. C'est un plaisir d'avoir une personne si agréable dans notre groupe et de pouvoir proposer une personne aussi compétente à la présidence de la Commission de gestion. Merci de votre soutien.

Vote

- sur proposition du Groupe des Verts est élu:

Monsieur Andreas Bösch, Les Verts

Élection du vice-président / de la vice-présidente

Wiher Max, Fraktion GLP: Die Fraktion GLP schlägt als Vizepräsidenten der GPK Herrn Simon Bohnenblust vor. Er ist seit 2012 im Stadtrat und seit 2013 in der GPK. Ich danke dem Stadtrat für seine Unterstützung.

Vote

- sur proposition du Groupe PVL est élu:

Monsieur Simon Bohnenblust, PVL

78. Élection des membres du Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne (CAF)

Ogi Pierre, président du Conseil de ville: Le Conseil municipal propose 3 membres et les groupes parlementaires 10 membres.

3 membres proposés par le Conseil municipal

Vote

- sur proposition du Conseil municipal sont élus:

Monsieur Erich Fehr, SP

Madame Silvia Steidle, PRR

Monsieur Cédric Némitz, PSR

10 membres proposés par les groupes parlementaires**Vote**

- sur proposition des groupes parlementaires sont élus:

Madame Pierrette Berger, PRR
Monsieur Maurice Paronitti, PRR (nouveau)
Madame Monique Esseiva, PDC
Monsieur Pierre Ogi, PSR (nouveau)
Monsieur Pascal Bord, UDC (nouveau)
Monsieur André Vuille, PPB (nouveau)
Monsieur André de Montmollin, PSR
Madame Béatrice Sermet, PSR
Madam Fatima Simon, Les Verts
Madame Ariane Tonon, Les Verts

79. Motion 20130408, Sandra Schneider, UDC, "Baisser les salaires du Maire et des membres du Conseil municipal - 200'000 francs suffisent!"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter en tant que tel.

Schneider Sandra, SVP: Seit der Einreichung dieser Motion habe ich einiges über die Bieler Politik und ihre Mechanismen gelernt. Das Haus steht lichterloh in Flammen, doch statt den Brand zu löschen, wird die Heizung abgestellt und auf Besserung gehofft. So ungefähr kommt mir die allgemeine Diskussion zu den Finanzen vor. Schlechte Zahlen und düstere Prognosen werden zwar beklagt, doch zu konkreten Sparvorschlägen kommt es selten.

Was fordert die vorliegende Motion? Die Bieler Gemeinderäte verdienen heute weit mehr als Gemeinderäte in anderen Städten. Der Stadtpräsident verdient mehr als alle seine Amtskollegen und Amtskolleginnen im Kanton Bern, ja sogar mehr als die Stadtpräsidentin von Zürich. Mit der vorliegenden Motion soll die Entlohnung auf CHF 200'000 brutto gesenkt werden. Der Teuerungsausgleich würde weiterhin gewährt. Das ist ein guter und vor allem verhältnismässiger Lohn. Eine Annahme dieses Vorstosses wäre ein positives Signal nach innen, aber auch nach aussen. Es ist nicht populär, wenn der Gemeinderat überall spart. Wenn die Regierung sich selber nicht von den Sparbemühungen ausnimmt, sondern ebenfalls einen Beitrag zur Gesundung der Finanzen leistet, können die unliebsamen Einsparungen besser akzeptiert werden. Dass der Gemeinderat nicht von sich aus auf einen Teil des Lohns verzichtet, stösst auf grosses Unverständnis. Es ist schwer nachvollziehbar, weshalb ein Teilverzicht, wie ihn andere Regierungen realisierten (beispielsweise in Winterthur oder Luzern) in Biel nicht machbar sein soll. Sicher wird heute auch das Argument zu hören sein, ein Vergleich mit anderen Städten sei nur bedingt möglich, insbesondere

wegen der Abschaffung des Rentensystems. Das stimmt. Die heutigen Gemeinderatsmitglieder werden keine Rente mehr erhalten, wenn sie nicht mehr im Gemeinderat sind, wie es früher der Fall war. Ein abgewähltes oder nicht mehr antretendes Gemeinderatsmitglied steht jedoch nicht auf der Strasse. Das Reglement über Austrittsleistungen an vollamtliche Mitglieder des Gemeinderates (SGR 153.43) bietet eine angemessene Absicherung. So erhalten Gemeinderatsmitglieder nach ihrem Austritt aus der Regierung noch während 24 Monaten 70% bis 80% des letzten Lohnes, damit sie sich beruflich wieder integrieren können.

Es ist bekannt, dass die Stadt sparen muss. Es ist stadträtliche Pflicht, dafür zu sorgen, dass die Stadt nicht weiter in den Sog der Schuldenspirale gerät. Dazu müssen die Ausgaben endlich gesenkt werden. Mit dem vorliegenden Vorstoss liesse sich auf Anhieb jährlich ein sechsstelliger Betrag einsparen, ohne dass eine Existenz gefährdet würde. Sparen ist jedoch nur populär, solange es nicht konkret wird. Es ist enttäuschend, dass meine Motion im Stadtrat keinen Rückhalt findet. Erfreulicher ist, dass sie als Postulat anscheinend Chancen hat. Nach langem Überlegen habe ich mich dazu entschlossen, der Umwandlung in ein Postulat zuzustimmen. Allerdings möchte ich darauf hinweisen, dass die Junge SVP Seeland daran ist, eine entsprechende Volksinitiative zu lancieren. Die Vorbereitungen sind in den nächsten Tagen abgeschlossen. Mit dieser Initiative soll verhindert werden, dass die Diskussion unnötig verzögert wird oder gar versandet. Es ist legitim, dass das Volk nach über 25 Jahren endlich auch über die Löhne des Gemeinderats abstimmen darf. Ich danke dem Stadtrat für die Unterstützung.

Briechle Dennis, Fraktion GLP: Aus Sicht der Fraktion GLP kann die Höhe der Entschädigung der Exekutive durchaus hinterfragt werden. Dabei ist aber immer auch eine Abwägung vorzunehmen. Einerseits muss die Entschädigung der Gemeinderatsmitglieder konkurrenzfähig sein, und zwar nicht unbedingt im Vergleich mit den Gemeinderatslöhnen anderer Städte, sondern mit der Privatwirtschaft. Eine Exekutivkarriere bedingt immer auch ein Risiko. Wer diesen Weg einschlägt, gibt unter Umständen eine sichere Stelle oder gar ein eigenes Geschäft auf und konzentriert sich voll und ganz auf die Politik. Nach dem Ende des Mandates müssen Exekutivmitglieder auf dem Arbeitsmarkt erst wieder Tritt fassen. Andererseits muss die Höhe der Entschädigung für die Öffentlichkeit verständlich sein. Zudem ist ein Exekutivamt nicht eine Stelle wie jede andere, sondern ein Dienst an der Öffentlichkeit. Der Gemeinderat schreibt in seiner Antwort ja auch selbst: *"Nach Überzeugung des Gemeinderates sollte niemand ein Exekutivmandat aus rein pekuniären Überlegungen anstreben, denn dazu ist diese Aufgabe zu anspruchsvoll und zu intensiv."* Diese Einschätzung teilt die Fraktion GLP voll und ganz. In Biel gab es allerdings immer genügend Kandidierende für die Exekutive. Über mangelndes Interesse, sich für das Gemeinwohl zu engagieren, kann sich die Stadt nicht beklagen.

Die Fraktion GLP stimmt einer Überprüfung der aktuellen Entschädigungen für den Gemeinderat zu. Gerade angesichts der wirklich schwierigen finanziellen Lage der Stadt ist es nicht angemessen, dass der Bieler Gemeinderat mehr verdient als die Exekutiven aller andern Städte im Kanton. Die Stadt hat bereits in verschiedenen Bereichen Einsparungen vorgenommen, die für die Betroffenen nicht immer einfach umsetzbar sind. In kommenden Budgetdebatten werden weitere harte Diskussionen über gewisse Ausgabenposten nötig werden. Vor diesem Hintergrund ist es richtig,

auch am Kopf der Stadt mögliches Einsparpotenzial zu evaluieren. Der Gemeinderat führt in seiner Antwort aus, dass die Höhe seiner Entschädigung auch im Kontext seiner weiteren Anstellungsbedingungen zu sehen sei. Dabei nennt er eine eher restriktive Regelung betreffend Nebeneinkünften und Entschädigungen aus Verwaltungsratsmandaten oder auch das Verbot der Doppelmandate. Diesen Ausführungen kann die Fraktion GLP nur bedingt zustimmen. Die Gemeinderatsmandate der Stadt sind bewusst als Vollmandate ausgestaltet. Im Rahmen der Strukturüberprüfungen hat die Fraktion GLP angeregt, Gemeinderatsmandate auf Teilzeitbasis zu prüfen. Der Stadtrat hat sich dafür entschieden, das Gemeinderatsmandat als Vollmandat auszugestalten. Also sollen die Gemeinderatsmitglieder sich auch zu 100% für die Stadt engagieren. Die deutliche Annahme der Initiative der Passerelle betreffend Doppelmandate hat gezeigt, dass diese Regelung im Sinne des Stimmvolkes ist. Die Fraktion GLP hat diese Initiative damals aus ebendiesen Überlegungen zur Annahme empfohlen. Sie ist auch der Ansicht, die Austrittsleistungen seien genügend, v.a. wenn ein Gemeinderatsmitglied aus eigenem Antrieb zurücktritt oder nicht wieder zur Wahl antritt. Man kann sich sogar fragen, weshalb die Stadt in diesem Fall überhaupt eine Austrittsleistung bezahlen soll.

Der zweite Punkt der vorliegenden Motion fordert, dass der Stadtpräsident oder die Stadtpräsidentin den gleichen Lohn erhalten soll wie die übrigen Gemeinderatsmitglieder. Diesen Punkt unterstützt die Fraktion GLP nicht. Der Stadtpräsident oder die Stadtpräsidentin repräsentiert die Stadtverwaltung und die Exekutive auf höchster Ebene. Er oder sie muss den Überblick über sämtliche Departemente und Geschäfte der Stadt wahren und der Öffentlichkeit in noch höherem Masse zur Verfügung stehen als die anderen Gemeinderatsmitglieder. Aus Sicht der Fraktion GLP ist es deshalb in Ordnung, dass für diese Mehrbelastung eine höhere Entschädigung ausgerichtet wird. Die Fraktion GLP hegt also durchaus Sympathien für die Überprüfung der Höhe der Gemeinderatsentschädigungen. Aber eine Aufrechterhaltung der Motion und eine pauschale Kürzung auf CHF 200'000 erachtet sie nicht als konstruktiv. Sie begrüsst deshalb den vom Gemeinderat vorgeschlagenen Weg, die Gemeinderatslöhne von einer Kommission überprüfen und anzupassen zu lassen. Am besten liesse sich dies wohl im Zusammenhang mit der anstehenden Revision des städtischen Personalreglements (SGR 153.01) und des städtischen Lohnsystems umsetzen.

Ogi Pierre, président du Conseil de ville: Monsieur Briechle, vous avez dépassé le temps de parole. Vous devriez conclure.

Briechle Dennis, GLP: Ein möglicher Weg, den sich die Fraktion GLP vorstellen kann, wäre eine Senkung der Löhne um 10% auf Beginn der nächsten Legislatur. Die Löhne könnten dann solange eingefroren werden, bis sie auf dem Niveau vergleichbarer Städte angelangt sind. Damit könnte dem berechtigten Anliegen der Anpassung der Gemeinderatsentschädigungen nach unten nachgekommen werden, ohne dem Stadtpräsidenten gleich 1/4 des Lohnes zu streichen.

Dunning Samantha, Groupe socialiste: Le Groupe socialiste considère que la question salariale est importante, surtout en période de vaches maigres. Pour cette raison, nous approuvons la proposition du Conseil municipal, de transformer la motion en postulat. Nous remercions Madame Schneider d'avoir bien voulu suivre

cette proposition. Sa motion nous semblait trop simpliste. Elle ne tient pas compte de beaucoup de détails importants. Les salaires des Conseillers municipaux sont directement liés aux salaires du personnel municipal. Si l'on diminue les salaires des Conseillers municipaux, il faudra également baisser les autres salaires. Le personnel municipal se verra non seulement contraint à travailler davantage à cause du moratoire sur la réoccupation des postes, mais encore à accepter une diminution de salaire. Qui voudra encore travailler dans de telles conditions? Ensuite, Madame Schneider, vous voulez plafonner le salaire des Conseillers municipaux à 200'000 fr. par an. Mais qu'en est-il des indemnités, que reçoit l'Exécutif comme remboursement des frais, des revenus accessoires, etc.? Si l'on ne tient pas compte des indemnités, il peut y avoir une compensation de la baisse des revenus par le biais des indemnités, tout en sachant qu'elles ne sont pas imposables, contrairement aux salaires. Nos chers Conseillers municipaux paieraient donc moins d'impôts, pour presque le même revenu. Le Groupe socialiste considère, que le salaire des membres du Conseil municipal n'est qu'un élément de leurs conditions d'engagement. De nombreux autres points doivent être pris en considération, par exemple les prestations de départ. Ceci est surtout valable, lorsque des comparaisons sont faites avec d'autres villes. C'est toujours le paquet, dans son ensemble, qui compte. Pour toutes ses raisons le Groupe socialiste soutient la proposition du Conseil municipal.

Hamdaoui Mohamed, PSR: J'ai beaucoup d'estime pour vous, Madame Schneider. Mais dans votre proposition, il y a un nombre incroyable d'incohérences et de contradictions. Vous êtes membres d'un parti, qui a combattu avec véhémence et un peu d'argent l'initiative 1/12 des jeunes socialistes, qui était sans doute un peu excessive, mais qui voulait lancer le débat sur la moralisation de la politique salariale dans ce pays. Dans ce contexte, vous avez dit, que cela ne vous gêne pas, qu'un "topmanager" étranger vienne en Suisse, sans apprendre les langues du pays, sans avoir envie de s'intégrer et y gagne 30, 40 voire 50 fois plus qu'un ou qu'une employé(e) suisse. Mais cela vous gêne, qu'un élu du peuple gagne 3 ou 4 fois plus que l'employé(e) le ou la moins bien payé(e) dans cette Ville. Il y a une deuxième incohérence: en bonne libérale, vous dites que l'État ne doit pas se mêler de la politique salariale et qu'il faut laisser cela au marché. En conséquence, vous êtes d'accord que l'employée de maison de Monsieur Fehr ne doit pas obligatoirement gagner plus que 22 fr. de l'heure, mais vous trouvez qu'il faut absolument plafonner le salaire d'un Conseiller municipal! Vous ne voulez donc pas protéger les pauvres mais attaquer les riches. La troisième incohérence est: vous êtes membre de la Schweizerische Volkspartei, du Parti du peuple suisse. Alors, vous pourriez au moins proposer, que l'économie qui résultera de cette proposition (environ 200'000 fr. par année) soit rétrocédée aux employé(e)s les moins rémunéré(e)s de la Ville, sous forme de chèque Reka, par exemple. Pour toutes ces raisons, je combattrai la motion et j'accepterai le postulat, par politesse.

Kaufmann Stefan, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU hätte den vorliegenden Vorstoss als Motion nicht unterstützt. Der Umwandlung in ein Postulat kann sie aber zustimmen, weil sie der Meinung ist, es sei durchaus legitim, die Frage der Anstellungsbedingungen des Gemeinderats zu diskutieren. Der vom Gemeinderat vorgeschlagene Weg, dafür eine Kommission einzusetzen, die sich sinnvollerweise auch um das Personalreglement kümmern könnte, findet unsere Fraktion richtig. Es ist heikel, seinen eigenen Lohn zu bestimmen. Trotzdem findet

unsere Fraktion, der Gemeinderat habe sich zu stark aus der Pflicht genommen. Wir erwarten, dass die Vorbereitungsarbeiten für die Arbeit dieser Kommission vom Gemeinderat geliefert werden. So müsste beispielsweise die Abteilung Personelles der Kommission Vergleichswerte zur Verfügung stellen. Das fehlt im Bericht. Über die verschiedenen Argumente wurde bereits gesprochen. Unsere Fraktion betrachtet die in der Motion vorgeschlagenen CHF 200'000 als willkürlich. Eine Einschränkung des Themas auf den Lohn greift zu kurz. Vielleicht kommt die Kommission zum Schluss, die Gemeinderatsmitglieder seien zu gut bezahlt, vielleicht aber auch, sie seien zu schlecht bezahlt. Vielleicht sind deren Anstellungsbedingungen zu gut, vielleicht aber auch zu schlecht. Diese Fragen sollten in Ruhe und seriös abgeklärt werden. Setzen wir die geforderte Kommission ein und stimmen wir der Umwandlung in ein Postulat zu!

Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts: Le Groupe des Verts s'est demandé comment Madame Schneider arrivait à ces 200'000 fr. Nous n'avons pas trouvé la réponse objective dans son argumentaire. Evidemment, 200'000 fr. sont suffisants pour vivre. On peut aussi vivre décemment avec 195'000 fr., avec 180'000 fr. ou même avec 4'000 fr. par mois. Le chiffre de 200'000 est aussi aléatoire que subjectif. C'est facile de dire, que le Maire gagne trop. Trop par rapport à quoi? Vous n'avez pas fait de recherches et cela se sent. Le populisme, que vous pratiquez, n'apporte pas de réponse responsable. Donc, si vous travaillez encore à votre initiative, donnez-lui un peu de profondeur, s'il vous plaît. Nous soutenons la transformation de la motion en postulat, car la proposition est légitime, mais nous aimerions qu'elle soit viable.

Augsburger-Brom Dana, SP: Es freut mich, dass Frau Schneider mit der Umwandlung in ein Postulat einverstanden ist. Das ist der korrekte und richtige Weg. Diese Frage sollte im arbeitsrechtlichen Umfeld beantwortet werden. Einem Lohn steht immer eine Leistung gegenüber. Würde auch sie verringert, oder bliebe sie gleich? Im Rahmen der Behandlung einer Motion würde das Problem emotional und nicht sachlich angegangen. Es könnte gar gesagt werden, es stecke Populismus dahinter, denn gerade in den vergangenen Monaten war das Thema dieses Vorstosses der Boulevardpresse sehr willkommen. Die Frage der Entlohnung des Gemeinderats muss innerhalb eines Reglements im Arbeitsrecht beantwortet werden. Der Weg als Postulat ist der richtige. Nun bleibt noch das Problem der Volksinitiative. Ich habe nichts gegen Volksinitiativen. Sie sind ein demokratisches Werkzeug, das mir grundsätzlich sympatisch ist. Wenn diese Diskussion nun aber auf zwei Schienen läuft, habe ich ein Problem. Dann gibt es die sachliche Ebene des Postulats und parallel dazu die emotionale der Volksinitiative. Ich glaube, dass das für die Stimmberechtigten nur Verwirrung stiften wird. Mir macht das Mühe.

Baltzer Niklaus, SP: Mir hat nicht gefallen, dass Frau Schneider sagte, in Biel werde mit Geld Misswirtschaft betrieben. Ich verstehe das von jemandem, der erst seit kurzem im Parlament ist. Herr Stöckli war aber 20 Jahre Stadtpräsident. Im Parlament und zum Teil auch in der Verwaltung wurde immer wieder gesagt, er sei sehr knauserig in der Umsetzung. Er prüfte jede übernommene Aufgabe und versuchte, das Optimum herauszuholen. Zwar wurde das über Herrn Stöckli gesagt, aber ich bin sicher, dass das auch auf den heutigen Gemeinderat zutrifft. Er wirft das Geld auch nicht einfach zum Fenster hinaus. Natürlich ist es für uns ParlamentarierInnen schwierig zu sehen, was alles umgesetzt wird und was nicht, wo effizient gearbeitet

wird und wo nicht. So wie es der Stadt aber heute geht, und wie sie sich in der Vergangenheit entwickelt hat, kann von einem positiven Bild ausgegangen werden. Bei der erwähnten Initiative befürchte ich, dass dieses positive Bild zerstört werden könnte. Es ist einfach, etwas Negatives aufzutischen. Den Dreck wieder wegzuräumen, ist aber relativ schwierig. Das Volk und die Presse fahren gerne auf Mist ab und gehen diesem auch gerne nach. Danach wieder aufzuräumen, ist meistens eine schwierige Sache. Deshalb bin ich der Meinung, eine Volksinitiative sei nicht in jedem Fall optimal, um etwas zu erreichen.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich möchte für die sachliche Diskussion danken. Die Ausgangslage ist wirklich nicht einfach. Der Gemeinderat war aufgefordert, zu etwas Stellung zu nehmen, das ihn selber betrifft. Das ist immer schwierig und man kann fast nur etwas Falsches sagen. Gleichzeitig ist es auch für den Stadtrat sicher nicht einfach, über die Gemeinderatslöhne zu befinden. Deshalb ist der Gemeinderat überzeugt, dass es richtig ist, diese Überprüfung im Rahmen einer Kommission durchzuführen. Dann können alle relevanten Parameter geprüft, diskutiert und aufgearbeitet werden. Ich bin wirklich der Meinung, dass nicht der Lohn allein beurteilt werden kann, sondern das gesamte Leistungspaket mit allen Facetten berücksichtigt werden muss. Dass die Frage nach der Höhe der Gemeinderatslöhne im Raum steht, ist für den Gemeinderat nachvollziehbar. Er zählt aber darauf, dass diese Frage sachlich und gestützt auf Fakten diskutiert wird. Dafür ist die Kommission der richtige Weg. Herr Kaufmann, die Kommission kann selbstverständlich auf die volle Unterstützung des Gemeinderats und der Verwaltung zählen. Wenn eine Debatte geführt werden soll, kann nicht einfach eine konkrete Zahl in den Raum gestellt werden. Deshalb hat der Gemeinderat auch keine inhaltlichen Vorschläge gemacht. Er ist damit einverstanden, dass darüber diskutiert wird, und dass eine Kommission die Entscheidung des Stadtrates vorbereitet. Die Abteilung Personelles wird speziell gefordert sein, die Kommission mit den nötigen Grundlagen zu bedienen. Der Gemeinderat hat bereits in der Beantwortung des Vorstosses versucht, die Themenfelder abzustecken. Diese Elemente können nun mit Inhalten gefüllt werden. Dass der Gemeinderat absolut aufrichtig handelt und entgegen den Befürchtungen von Frau Schneider nichts verzögern will, wird auch daran ersichtlich, dass die Frist zur Beantwortung dieses Vorstosses nicht maximal ausgeschöpft wurde. Der Gemeinderat hätte länger Zeit gehabt. Sobald ihm der einzuschlagende Weg aber klar war und er wusste, dass der Stadtrat einbezogen werden sollte, hat er die Beantwortung verabschiedet und dem Stadtrat geliefert. Das ist für mich ein viel klarerer Tatbeweis als jedes mündliche Versprechen. Gemeinderat und Verwaltung arbeiten so rasch als möglich, was auch in Zukunft der Fall sein wird.

Die Frage nach Sinn und Status einer Volksinitiative, die Frau Augsburg-Brom gestellt hat, muss tatsächlich vielleicht einmal geklärt werden. Wenn die Kommission an einer Lösung arbeitet, muss sie ja wissen, ob eine gewisse Chance auf Akzeptanz besteht, oder ob sie quasi ins Leere hinaus arbeitet, weil die Volksinitiative in jedem Fall unverrückbar im Raum steht. Diese Klärung müsste noch stattfinden, schon nur für die Arbeitsmotivation der Kommission. Wichtig scheint mir auch, dass der Entscheid am Schluss beim Stadtrat liegt. Der Gemeinderat fände es falsch, wenn er seine Löhne selber bestimmen würde. Er liefert Inhalt und Unterstützung und nimmt zu gegebener Zeit gerne Stellung zum Vorschlag der Kommission. Es gehört auch zu den Spielregeln, dass der Stadtrat bei seiner Entscheidung weiss, wie der Gemeinderat einen entsprechenden Vorschlag einschätzt. Es ist aber nicht am

Gemeinderat, einen Betrag vorzuschlagen, denn schon die heutige Regelung hat der Stadtrat auf Vorschlag der damaligen GPK beschlossen. Frau Schneider erwähnte die Beispiele von Winterthur und Luzern. Dort passierte genau das, was ich einleitend sagte. Wer über etwas bestimmt, das ihn selber betrifft, kann es niemandem recht machen. Die Gemeinderäte stellten dort gewisse Beträge in den Raum oder beschlossen diese sogar selber, weil dort andere reglementarische Voraussetzungen gelten als in Biel. Trotzdem wurden sie kritisiert. Es hiess, es sei zu wenig, zu lang, zu kurz oder zu früh. Genau das möchte der Gemeinderat verhindern, indem eine stadträtliche Kommission die Lösung erarbeitet. Ich bin überzeugt, dass alle Stadtratsmitglieder dafür das nötige Verantwortungsbewusstsein haben, so dass eine Lösung gefunden werden kann, mit der das Amt attraktiv bleibt, und die den aktuellen Rahmenbedingungen Rechnung trägt. Ein Gemeinderatsmandat ist selbstverständlich auch eine Ehre, aber es ist nicht immer nur Plausch. Es ist ein sehr anspruchsvolles Amt. Ich glaube, die heutigen Gemeinderatsmitglieder geben alle mindestens 100% Einsatz, wahrscheinlich sogar noch etwas mehr. Damit erlaube ich mir nun auch ein Selbsturteil. Inhaltliche Meinungsverschiedenheiten dürfen nicht mit der Frage nach dem Engagement verwechselt werden. Es kann Exekutivmitglieder geben, mit denen Sie nie einig sind, die sich aber trotzdem zu 130% für ihre Aufgabe engagieren. Nicht zu unterschätzen ist auch die Tatsache, dass sich Gemeinderatsmitglieder immer wieder Kritik stellen müssen, die nicht immer gerechtfertigt ist. Es schmerzt, wenn der Respekt vor den Amtstragenden fehlt. Manchmal werden auch Dinge kritisiert, für die ein Gemeinderatsmitglied gar nicht verantwortlich ist. Das gehört aber zu der Arbeit einer Politikerin oder eines Politikers. Zudem ist das Privatleben eingeschränkt. Ich werde auf der Strasse häufig angesprochen, sehr oft zwar in positiver Form, hin und wieder aber auch in negativer. Manchmal möchte ich nur mit meiner Frau in Ruhe etwas trinken, da kommt schon wieder jemand... Manchmal spaziere ich aber auch durch die Stadt und rege mich über Dinge auf, die nicht so sind, wie sie sein sollten. Dann muss ich mir sagen, dass auch ich irgendeinmal Feierabend habe. Ein solcher Job kann nur übernommen werden, wenn man sich mit der Aufgabe zu 100% identifiziert. Das ist eine Mehrbelastung gegenüber einer normalen Arbeitstätigkeit. Stadtpräsident oder Stadtpräsidentin, Gemeinderätin oder Gemeinderat ist man 24 Stunden am Tag, 7 Tage in der Woche und 365 Tage im Jahr. Verstehen Sie mich richtig: Ich beklage mich nicht, ich bedaure oder kritisiere das nicht, aber es wäre schön, wenn das erbrachte Engagement wahrgenommen würde. Man muss sich nicht inhaltlich einig sein, aber das Engagement, das alle für ihre Funktion erbringen, sollte mit Respekt wahrgenommen werden.

Der Gemeinderat ist der Meinung, die in der Motion genannte Zahl von CHF 200'000 sei zu starr. In anderen Städten und Kantonen wurden schon ähnliche Vorschläge gemacht. Seit der zweiten Hälfte der 1990er-Jahre schwirrt diese Zahl immer wieder irgendwo herum. Damals waren CHF 200'000 real natürlich deutlich mehr wert als heute. Wenn der Lohn des Gemeinderats auf CHF 200'000 gesenkt würde, würde das gesamte Lohngefüge der Verwaltung unter Druck geraten. Der Gemeinderat ist der Meinung, für die Erbringung eines attraktiven Service Public müsse die Stadt attraktive Arbeitsbedingungen bieten können. Die Abklärungen und Untersuchungen, die im Zusammenhang mit dem Lohnsystem getätigt wurden, zeigten, dass die Stadt zwar keine schlechten Löhne zahlt, aber auch nicht speziell gute. Wenn dieses ganze Lohngefüge unter Druck gerät, stimmt diese Aussage plötzlich nicht mehr, weshalb dann unter Umständen auch der Service Public schlechter erbracht würde. Das dürfte

nicht im Interesse der Bevölkerung sein. Auch deshalb braucht es nach Meinung des Gemeinderats eine differenziertere Auseinandersetzung mit dem Thema.

Zu den Austrittsleistungen möchte ich noch erwähnen, dass das heute gültige Reglement noch nie zur Anwendung kam. Es wurde 1999 im Umfeld der damaligen Neustrukturierung der Pensionkasse und deren Ausgliederung eingeführt. Es war eine Abkehr vom Rentensystem. Wie genau es in der Praxis funktionieren würde, weiss niemand. Frau Schwickert war die erste, die nach diesem Regime gewählt wurde, ich der zweite, und die anderen Gemeinderatsmitglieder per 1. Januar 2013. Es gibt noch keine Erfahrungen mit diesem System. Und heute gibt es im Gegensatz zu früher eine Amtszeitbeschränkung. Das verändert das ganze System und kann auch dazu führen, dass Gemeinderatsmitglieder heute eventuell früher aussteigen. Wenn sie das Ende der maximalen Amtsdauer erreichen, sind sie vielleicht in einem Alter, das eine berufliche Neuausrichtung nicht mehr erlaubt. Also muss diese früher stattfinden und entsprechend abgedeckt werden. Ob das mit dem heutigen Reglement funktioniert, werden erste Rücktritte aus dem heutigen Gemeinderat zeigen. Es gibt also wie gesagt noch keine Erfahrungswerte. Zudem möchte ich erwähnen, dass das Reglement restriktiv ist. Wenn Frau Schneider 70% oder 80% des letzten Lohns erwähnt, mag das stimmen. Was sie aber nicht sagt ist *"unter Anrechnung aller allenfalls erzielbaren anderen Einkünfte."* Wenn also ein Gemeinderatsmitglied beispielsweise abgewählt wird und keine neue Stelle findet, muss es stempeln gehen, um auf diese 70% oder mit Versorgungspflichten 80% zu kommen. Es ist nicht so, dass die Stadt diese 70% oder 80% vollumfänglich von sich aus bezahlt. Dass jemand am 31. Dezember noch im Gemeinderat sitzt und am 1. Januar auf das Arbeitsamt gehen muss, ist zwar zumutbar, aber sicher keine Belle-Etage-Lösung und auch kein goldener Fallschirm. Das ist im Quervergleich eher restriktiv und ein weiterer Beweis dafür, dass die gesamten Verhältnisse berücksichtigt werden sollten.

Ich habe versucht, die einzelnen Voten mit den generellen Ausführungen zu verbinden und hoffe, ich habe nichts vergessen. Ich bin froh, dass auch Frau Schneider mit der Umwandlung in ein Postulat einverstanden ist, und dass dem offenbar alle Fraktionen zustimmen.

Cadetg Leonhard, FDP: Ich finde es bedenklich zu sagen, die Initiative solle zurückgezogen oder gar nicht durchgeführt werden, weil die Bevölkerung dadurch verwirrt werden könnte. Das Parlament hat die Verpflichtung, gegenüber der Öffentlichkeit zu erklären, warum seine Lösung die richtige ist. Die Motivation einer Kommission darf sicher nicht vom Zustandekommen einer Initiative, die ich übrigens nicht unterstütze, abhängen. Die diesbezügliche Aussage des Stadtpräsidenten finde ich für das Parlament etwas bemüht. Und als Letztes: Wer sagt, dass gut qualifiziertes Chefpersonal mit einer Topausbildung, das die Stadt wirklich anstellen will, nicht mehr verdienen soll als ein Gemeinderatsmitglied? Das steht nirgends geschrieben. Das Lohnsystem ist kein festes Gefüge, in dem alles angepasst werden muss, wenn eine hohe Position verändert wird. Davor müssen wir uns nicht fürchten.

Bohnenblust Peter, FDP: Es gibt einige Widersprüche in formeller Hinsicht: Wer ist zuständig für die Erfüllung dieses Postulats? Im Vorstoss wird klar gesagt, der Gemeinderat solle etwas tun. In der Antwort steht: *"Aufgrund dieser Ausführungen beantragt der Gemeinderat dem Stadtrat, die Motion in ein Postulat umzuwandeln"*

und erheblich zu erklären." Mit anderen Worten bleibt der Gemeinderat für die Erfüllung zuständig. Im drittletzten Absatz wird die Zusammenarbeit mit dem Stadtratsbüro erwähnt. Dieses soll wählen, ob das Geschäft von einer Spezialkommission oder von der GPK betreut werden soll. Der Ablauf ist mir nicht klar. Unser Fraktionssprecher erkundigte sich beim Gemeinderat, wie sich dieser den Ablauf vorstelle. Der Stadtpräsident sagte, die Kommission würde vom Gemeinderat unterstützt. Das ist meines Erachtens das falsche Vorgehen. Ich bin der Meinung, für eine erste Fassung des neuen Personalreglements bleibe der Gemeinderat zuständig. Erst dann kann das Stadtratsbüro entscheiden, ob eine Spezialkommission eingesetzt oder ob das Geschäft der GPK zugewiesen werden soll. Die ersten Vorarbeiten zu dieser heissen Kartoffel sind und bleiben aber in der Verantwortung des Gemeinderats, insbesondere weil die Überprüfung der Gemeinderatslöhne ja im Zusammenhang mit der Revision des Personalreglements stehen soll. Es ist nicht Aufgabe des Milizparlaments, diese grosse Arbeit zu übernehmen. Vielmehr ist es Pflicht der Verwaltung, Vorschläge zu machen. Deshalb ist für mich der Wortlaut klar. Der Gemeinderat bleibt zuständig. Sonst müsste der Antrag abgeändert werden, wogegen ich mich wehren würde.

Schlussendlich möchte ich dem heute abtretenden Stadtratspräsidenten nochmals Art. 47 Abs. 2 der Geschäftsordnung des Stadtrates (SGR 151.21) in Erinnerung rufen. Den neuen Stadtratspräsidenten werde ich noch instruieren, damit er weiss, wie die Worterteilung funktioniert.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Der Sinn der gemeinderätlichen Antwort scheint allen klar: Es braucht eine Diskussion in einer vorbereitenden Kommission. Die Idee ist nicht, ein Geschäft in den Stadtrat zu bringen und dann zu entscheiden, ob eine Kommission eingesetzt werden soll. Wie in früheren Fällen dürfte es auch hier möglich sein, eine Kommission zur Vorberatung eines Geschäftes einzusetzen. Ich erinnere an die PPP-Kommission, die es ja noch gibt. Damals wurde es genau so gemacht: Der Stadtrat setzte eine Kommission ein, der Gemeinderat verabschiedete das Geschäft und gab es an die Kommission weiter. Diese beriet das Geschäft vor, und dann wurde es dem Stadtrat unterbreitet. In den bald 20 Jahren, in denen ich hier im Raum dabei bin hat es etwa drei ESB-Kommissionen und etwa 2 Stadtordnungskommissionen gegeben. Sobald die Kommission gewählt ist, wird der Gemeinderat mit dem Kommissionspräsidium klären, ob die Kommission von Anfang an über konkrete Elemente - sozusagen eine provisorische Vorlage - diskutieren oder zuerst eine Auslegeordnung machen will. Je nachdem werden Gemeinderat und Verwaltung das Geschäft entsprechend aufbereiten. Der Gemeinderat ist auch gerne bereit, bei der Ausarbeitung des Pflichtenhefts der Kommission Unterstützung zu bieten. Ich bin überzeugt, dass ein guter Weg gefunden werden kann. Am Schluss wird der Stadtrat über ein Geschäft entscheiden, an dem sowohl der Gemeinderat als auch die Kommission gearbeitet haben werden. (*Zwischenruf*) Herr Bohnenblust, es geht um die Umwandlung einer Motion in ein Postulat. Mit einem Postulat ist der Spielraum grundsätzlich grösser und flexibler. Es handelt sich ja nicht um einen Beschlussesentwurf wie bei einem Sachgeschäft, sondern um eine Überweisung als Postulat. Der ganze Rest ist eine Beschreibung des Gemeinderats, wie es seiner Meinung nach ablaufen sollte. Dazu habe ich in der heutigen Debatte weitgehende Zustimmung gehört. Ich kann nicht mehr als nochmals unterstreichen, dass der Gemeinderat seine volle Unterstützung anbietet. Wir sind auch auf der Zeitachse sehr

aktiv. Dazu gab ich vorhin den Hinweis betreffend der vorzeitigen Beantwortung dieses Vorstosses.

Bohnenblust Peter, FDP: Ich möchte eine klare Antwort auf die Frage, ob für die Umsetzung dieses Postulats formell der Gemeinderat oder das Stadtratsbüro zuständig ist.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Der Gemeinderat ist der Meinung, dass die Verantwortung für diesen Vorstoss mit der Erheblicherklärung als Postulat dem Stadtrat übertragen wird. Wenn der Stadtrat das nicht will, kann der Gemeinderat auch mit der anderen Variante leben. Die Arbeitsweise wird die gleiche sein. Für mich ist das ein Streit um des Kaisers Bart. Entschuldigung.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

80. Interpellation 20130403, Pablo Donzé, Groupe les Verts, "Jonction Bienne-Centre"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Donzé Pablo, Les Verts: Je remercie le Conseil municipal pour cette réponse très complète, dont je suis satisfait. La réponse met encore une fois en lumière l'importance des mesures d'accompagnement qui vont coûter très cher, mais qui sont indispensables au bon fonctionnement du futur réseau. Les questions sur le calendrier de la mise en oeuvre de ces mesures d'accompagnement ont été posées par mon collègue Urs Känzig, en mars. Je ne vais pas les répéter ici. Mais, je me pose des questions sur la planification financière de tous ces paquets. Il ne faut pas attendre l'ouverture de la branche Ouest pour prendre ces mesures d'accompagnement, qui doivent être planifiées et réalisées et fonctionner le jour J, quand les charges de trafic se reportent. Je rappelle, qu'il faut envisager cette autoroute en tenant compte de tous les modes et que les objectifs de report modal en faveur des transports collectifs et des modes doux nécessitent aussi des mesures particulières. Il va donc falloir bien planifier tout cela, ce qu'on ne voit pas encore du côté de la Ville, au niveau de la mobilité dans son ensemble.

Steinmann Alfred, SP: Ziel der A5 und damit des Anschlusses Bienne Centre ist, möglichst viele Autos aus den Quartieren auf die Autobahn zu bringen. Dagegen ist nichts einzuwenden. Damit werden aber die Autobahnanschlüsse zu Hauptverkehrszentren, besonders der Anschluss Bienne Centre. Die meisten Autofahrenden werden ins Zentrum fahren wollen. Damit ergeben sich bei der Bahnunterführung und beim Verresiusplatz Nadelöhre. Wer in das Bahnhofparking will, muss die Achse Murtenstrasse queren. Das bedeutet eine zusätzliche Belastung. Auch muss auf diesem Strassenabschnitt der Quartierverkehr vom Mühlefeld eingeschleust werden. Über den Verresiusplatz führen sieben Buslinien. Täglich fahren rund 800 Busse über diesen Platz. Staus sind vorprogrammiert. Das bedeutet, dass der öffentliche Verkehr (öV) dort stecken bleibt und damit wieder unattraktiver

wird. Der Modalsplit wird sich zu Ungunsten des öV entwickeln, was wiederum den motorisierten Individualverkehr (MIV) bevorzugt, ein Teufelskreis. Der Stau wird dadurch nochmals grösser. Das Gebiet um den Verresiusplatz wird so zum neuen Ghettoquartier. Je mehr der Anschluss Bienne Centre überdeckt wird, umso kleiner wird dieses neue Ghetto. Aber wer will schon an einer Autobahn wohnen? Die einzige Chance wäre, den Modalsplit bereits vor der Eröffnung des Westasts zugunsten des öV und des Langsamverkehrs zu erhöhen. Damit nähme die Wahrscheinlichkeit eines Staus ab. Oder man könnte den Anschluss Bienne Centre in zwei Halbanlüsse aufteilen, so wie das die Gruppe S bereits vor Jahren proklamierte. Das ist beim heutigen Planungsstand jedoch unrealistisch. Auch in der Interpellation steht ja, es sei nicht mehr möglich, Änderungen anzubringen. Die Verkehrszahlen, die der Gemeinderat mit der Beantwortung der Interpellation veröffentlicht hat stimmen ungefähr. Es ist aber nicht aufgeführt, wie hoch die Belastung an der Murtenstrasse Süd ist, also vom Verresiusplatz bis zur Bahnunterführung. Das prüfte ich nach. Gemäss einer Studie der Buchhofer Barbe AG vom 5. März 2012 sind dies 31'900 Fahrzeuge. Dazu kommt, dass der MIV jährlich um 1,5% zunimmt. Sicher werden die verkehrlich flankierenden Massnahmen im Bereich Verresiusplatz den Stadtrat noch jahrelang beschäftigen.

Briechele Dennis, GLP: Ich möchte mich beim Gemeinderat für seine teilweise interessanten Antworten bedanken. Einiges war aber bereits bekannt. Trotzdem ist es wichtig, diese Fragen von Zeit zu Zeit zu erörtern und sich bewusst zu werden, was die A5 und der Anschluss Bienne Centre für die Stadt bedeuten werden. Einige Aussagen des Gemeinderats haben mich erstaunt. In der deutschsprachigen Version gibt es offensichtliche Fehler. Der Gemeinderat schreibt dort zum Beispiel, dass der Westast unter anderem das Mühlequartier und die Seevorstadt entlasten solle. Ein Blick in die französische Version zeigt, dass damit das Mühlefeldquartier und die Ländtestrasse gemeint sind. Auf der Seevorstadt werden weder der Ost- noch der Westast irgend eine Verbesserung bringen. Die Verkehrsbelastung wird dort gleich bleiben wie heute. Einige Aussagen in der Antwort des Gemeinderats kann ich nur schlecht nachvollziehen. Der Gemeinderat schreibt, der Anschluss Bienne Centre würde die Strassen des Stadtzentrums vom Verkehr entlasten. Wie definiert der Gemeinderat das Stadtzentrum? Der Westast wird einerseits die grosse Achse Bernstrasse - Aarbergstrasse - Ländtestrasse - Neuenburgstrasse, also die heutige Hauptachse vom Brüggmoos in Richtung Westen und andererseits die Reuchenettestrasse entlasten, letztere allerdings auch nur mit verkehrlich flankierenden Massnahmen, über die der Ratsrechten wohl die Haare zu Berge stehen werden. Im Stadtzentrum selbst bringen der Westast und der Anschluss Bienne Centre keine Entlastung. Vielmehr ist das Gegenteil zu befürchten, dass sich nämlich via Verresiusplatz neue Blechlawinen ins Zentrum ergiessen werden. Wenn der Gemeinderat also schreibt, *"der Anschluss Bienne Centre muss zu einer nachhaltigen Entlastung des städtischen Strassennetzes im Stadtzentrum beitragen"* kann ich das nicht nachvollziehen. Die Berechnungen der Verkehrsströme der Buchhofer Barbe AG, auf die sich der Gemeinderat und der Anhang zur Antwort beziehen, sieht für das Stadtzentrum keine Entlastung vor.

Schliesslich noch eine Anmerkung zum städtebaulichen Prozess: Der Gemeinderat schreibt, *"dass mit den laufenden Prozessen die Anliegen der Bevölkerung sowohl in materieller als auch zeitlicher Hinsicht angemessen berücksichtigt werden können."* Wie erfährt die Stadt, was die Anliegen der Bevölkerung sind? Es bleibt zu hoffen,

dass dies nicht wieder auf dem Weg der ca. 2009 eingesetzten und damals viel zitierten "Arbeitsgruppe Stöckli" passieren wird, in der ein paar wenige Köpfe für die ganze Agglomeration über die Führung des Westastes entschieden haben.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich beginne mit einer Antwort an Herrn Briechle. Das Stadtzentrum soll entlastet werden. Bei den Autos, die sich heute auf der Suche nach Parkplätzen durch das Zentrum schlängeln, sollte eine stärkere Entlastung stattfinden. Jemand, der aus dem Osten der Stadt ins Zentrum will, soll die Autobahnumfahrung benutzen und sein Auto in einem Parkhaus am Zentrumsrand abstellen. Dadurch ergäbe sich eine spürbare Entlastung auf den von Herrn Briechle erwähnten Hauptverkehrsachsen, aber auch das Stadtzentrum soll entlastet werden. Einige Massnahmen wurden durch Anpassungen der Verkehrsleitung in den letzten Jahren bereits verwirklicht. Der Gemeinderat sieht aber noch weiteres Optimierungspotenzial. Selbstverständlich wird schlussendlich auch das Verhalten der Autofahrenden entscheidend sein. Es kann nicht alles mit Barrieren, Pollern und Verboten gelöst werden.

Zum Verresiusplatz gibt es verschiedene Elemente. Einerseits verlangte die Stadt eine Bahnunterführung für den Langsamverkehr auf Höhe der Apotheke Hilfiker in Richtung Mühlefeldquartier. Diese wurde der Stadt vom Kanton zugestanden. Mit der Unterführung sollen einerseits die Perrons erschlossen werden, andererseits soll sie dem Langsamverkehr als Durchgang dienen. Der Langsamverkehr muss also nicht mehr über den Verresiusplatz. Anlässlich seiner Sitzung vom 20. März 2014 hat der Stadtrat über die Motion 20130311, Peter Moser, «Bahnhofplatz: Aufstocken Parking Bahnhof» diskutiert. Wie damals erwähnt, besteht die Idee eines neuen Parkhauses auf Seite Salzhaus, das am besten direkt ab dem Autobahnkreisel erschlossen wird. Eigentlich sollte niemand von der Autobahn her durch die Unterführung in das Bahnhofparking fahren. Eine Veränderung des öV-Modalsplits findet nicht direkt mit den verkehrlich flankierenden Massnahmen (vfm) statt. Diese beeinflussen den Strassenverkehr. Der Gemeinderat arbeitet zur Zeit aktiv an der Umsetzung der Städteinitiative, die dort eine Veränderung verlangt. Vor der Eröffnung des Westastes sollte in diesem Bereich eine spürbare Verbesserung erreicht sein. Es gibt weitere Massnahmen: Der Libero-Tarifverbund wird bis Biel ausgeweitet. Das wird preislich möglicherweise die eine oder andere unangenehme Folge haben, dafür wird das Modalsplitproblem im Agglomerationsverkehr entschärft, und man kann dann z.B. mit einem Billet von Schüpfen bis ins Spitalzentrum fahren. In der Stadt selbst ist der Modalsplit zugunsten des öV eigentlich recht gut.

Zum Problem der Ghettobildung: Dieses Wort höre ich nicht gern, Herr Steinmann. Die Attraktivität des fraglichen Quartiers hängt nicht nur von den verkehrlich flankierenden Massnahmen ab, sondern auch von der teilweisen Umnutzung des Gebiets im Rahmen des interkommunalen Richtplans Städtebau. Ich gehe nicht davon aus, dass direkt am Anschlusskreisel ein Wohnhaus gebaut wird. Dort gibt es vielleicht eher eine Nutzung für Gewerbe oder Dienstleistungen. Meinem Vorgänger wurde immer wieder vorgeworfen, Variante 2 werde realisiert, damit das Quartier umgestaltet werden könne. Das stimmt einfach nicht. Vielmehr ist das die Variante, die am meisten verkehrliche Entlastung für die ganze Stadt bringt. Um sie einigermaßen städteverträglich zu realisieren, gibt es die verkehrlich flankierenden Massnahmen, die zur kompletten Umgestaltung dieses Gebiets führen, weil gewisse heutige Nutzungen nicht mehr geeignet sein werden.

Herr Donzé stellte noch die Frage nach der Finanzierung. In der Investitionsplanung sind unter verschiedenen Titeln entsprechende Massnahmen eingestellt. Es gibt explizit als vfM ausgewiesene Posten, aber auch Projekte im Bereich Infrastruktur, die Massnahmen im öffentlichen Raum darstellen und vfM-Elemente enthalten. Damit die Vorschriften des Bundes für die Inbetriebnahme der Autobahn erfüllt werden, braucht es technische Hindernisse wie z.B. Betonblöcke. Wenn die Stadt aber attraktiver werden will und bisher eher benachteiligte Strassenzüge aufgewertet werden sollen, braucht es eine ansprechendere Gestaltung. Vielleicht muss der neu gewonnene Freiraum so gestaltet werden, dass er von den Quartierbewohnenden genutzt werden kann. Ich denke dabei an Spiel- und Sitzmöglichkeiten usw.. Diese gehen zu Lasten der Stadt, weshalb sie in der Investitionsplanung eingesetzt sind. All das ist am Laufen. Ein Teil der vfM findet sich natürlich faktisch auch in den Agglomerationsprogrammen. Auch diese enthalten Elemente, die unter anderem dank der Verkehrsabnahme in gewissen Gebieten im Zug der Autobahneröffnung realisiert werden können. Die Umsetzung läuft. Der Bau der Autobahn macht wirklich nur Sinn, wenn der Gewinn der Stadt für ihren Wohn- und Lebensraum realisiert werden kann. Sonst gibt es einfach nur eine Verkehrsachse mehr, was nicht das Ziel sein dürfte.

81. Interpellation 20130372, Daniel Hügli, SP, "Projet Assainissement durable des finances communales sans politique?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Hügli Daniel, SP: Ich bin von der Antwort befriedigt. Die Fragen wurden beantwortet. Zwar weiss ich jetzt nicht viel mehr als vorher, aber vielleicht habe ich einfach die falschen Fragen gestellt. Ich hoffe, dass die sicher mehr als CHF 100'000 nicht in dem Sinn ausgegeben werden, dass schlussendlich die öffentlichen Dienstleistungen massiv abgebaut werden, wie das beim Kanton passiert ist.

Ogi Pierre, président du Conseil de ville: Je suis heureux et fier d'avoir présidé ce Parlement et de l'avoir représenté à différentes manifestations ces seize mois écoulés. Toutes les séances m'ont causé beaucoup de travail, mais elles ont été une partie de plaisir. En effet, jamais une de mes décisions n'a été contestée. Je remercie tous les membres du Conseil de ville pour le sérieux de leur travail et l'attention dont ils ont fait preuve. Je remercie le Conseil municipal et chacun de ses membres pour leur gentillesse à mon égard, mais surtout pour la compétence, dont ils font preuve. C'est un plaisir d'écouter les Conseillers et Conseillères municipaux, surtout parce qu'aucun et aucune ne dépasse le temps de parole imparti. Je remercie le personnel du Secrétariat parlementaire pour le travail effectué avec compétence et efficacité. Merci à Katrin, Lilian, Claire-Lise et Fabiola. Je remercie les membres du Bureau du Conseil de ville pour l'excellent travail, que nous avons fait ensemble. J'ai beaucoup apprécié l'ambiance, qui régnait au sein du Bureau du Conseil de ville. Ces mardis soirs étaient pour moi très bien. Je me suis senti à l'aise car à mes côtés, Madame Klemmer s'est dépensée sans compter. Elle était toujours à disposition avec des

conseils éclairés. Regula, les mots me manquent pour exprimer ma reconnaissance. Mille fois merci! Je n'aurais jamais pu venir à chaque séance, s'il n'y avait pas eu ce soutien et cette capacité derrière moi. Maintenant, une page se tourne pour moi et je vous promets, de faire aussi bien la prochaine fois!

82. Motivation de l'urgence de l'interpellation interpartis Alain Pichard, PVL, Reto Gugger, PBD, Leonhard Cadetg, FDP, Martin Scherrer, UDC, "Quelles sont les intentions de la Ville envers Multimondo?"

Pichard Alain, GLP: In dieser Interpellation geht es nicht nur ums Multimondo, sondern auch um Einbürgerungstests, Schnittstellen, Finanzierungen. Um die Ratslinke zu beruhigen: Wir stehen in gutem Kontakt zum Multimondo. Das Multimondo wurde über diese Interpellation informiert. Die Fragen sind neutral formuliert und werden uns nachher bei der Beschlussfindung helfen. Allerdings müssen sie rasch beantwortet werden, denn die Sache drängt. Wir müssen jetzt wissen, wer diese Einbürgerungstests durchführt, und wie sie gestaltet werden. Deshalb dürfte es im Interesse aller sein, diese Interpellation dringlich zu erklären.

L'urgence est accordée.

83. Motivation de l'urgence du postulat interpartis Max Wiher, PVL, Lena Frank, Les Verts, Dana Augsburg-Brom, SP, Urs Brassel, FDP, Reto Gugger, PBD, Pascal Bord, UDC "Projet pilote des villes en matière de cannabis"

Wiher Max, GLP: Der städtische Pilotversuch, der in Genf gestartet wurde, nimmt Formen an. Die bereits involvierten Städte beginnen mit einer Zusammenarbeit. Die Postulierenden fordern die Stadt auf, bei dieser Zusammenarbeit möglichst früh mitzumachen, damit es nicht plötzlich zu spät ist. Der Versuch dient einer wissenschaftlichen Untersuchung betreffend Cannabiskonsum, zu vergleichen mit dem Barcelona-Modell in Spanien. Er soll zu einer Versachlichung der Drogendiskussion beitragen.

L'urgence est accordée.

84. Discours d'adieux à Pierre Ogi et Roland Gurtner

Augsburger-Brom Dana, Fraktion SP: Je veux quand même encore te remercier, Pierre. Je me souviens, comme si c'était hier, du moment où je t'ai présenté comme candidat pour la présidence du Conseil de ville. Eigentlich steht es mir nicht wirklich zu, aber ich sage es nun trotzdem: Ich bin stolz auf dich, Pierre. Ich fand es schön, wie du den Stadtrat durch seine zum Teil schwierigen Diskussionen geführt hast. Wenn wir nicht mehr vorwärts kamen, hast du etwas Dampf gemacht, wenn es sein

musste, auch mit der Strenge, die wir an dir kennen, und auf die wir auch hören. Vor allem schätzte ich, dass zwischendurch auch der Humor präsent war, vor allem dein Humor, den ich köstlich finde. Ich will nicht allzu lang sprechen, denn wir verabschieden dich ja nicht aus dem Stadtrat. Du wirst wieder im Ratssaal sitzen, worauf ich mich freue. Deshalb sage ich nur: merci Pierre, c'était impeccable! (*grosser Applaus*)

Ich habe gesehen, dass Herr Gurtner auf der Tribüne sitzt. Vielleicht wollte er keine Verabschiedung und hörte deshalb so im Versteckten auf. Aber Roland, wenn du schon da bist, kommst du nicht darum herum! Du warst so lange in diesem Rat und wir kennen deine Art, deine genauen Recherchen. Wenn du ans Mikrofon getreten bist oder einen Vorstoss eingereicht hast, hast du vorgängig immer genauestens recherchiert. Du warst immer sehr kompetent, und hinter deiner Arbeit steckt viel Qualität. Auf dich kann man sich verlassen. Da du jetzt da bist, kommst du nicht um eine kleine Verabschiedung herum. Merci für deine Zeit als Stadtrat! (*Applaus*)

Ogi Pierre, président du Conseil de ville: Je vous remercie encore toutes et tous et vous invite à l'apéritif offert par Monsieur Daniel Suter.

85. Nouvelles interventions

- | | | |
|-----------------|--|------------|
| 20140103 | Dringliche überparteiliche Interpellation
Alain Pichard, GLP, Reto Gugger, BDP,
Leonhard Cadetg, FDP, Martin Scherrer, SVP | DSS |
| | Wie weiter mit dem Multimondo?
Quelles sont les intentions de la Ville envers Multimondo? | |
| 20140104 | Dringliches überparteiliches Postulat Max Wiher, GLP,
Lena Frank, Grüne, Dana Augsburg-Brom, SP,
Urs Brassel, FDP, Reto Gugger, BDP, Pascal Bord, SVP | DSS |
| | Städtischer Cannabis-Pilotversuch
Projet pilote des villes en matière de cannabis | |
| 20140105 | Interpellation Pablo Donzé, Groupe Les Verts | MAI |
| | Mise en œuvre de la CRTU Bienne-Seeland
Durchführung der RGSK Biel-Seeland | TEE /DFI |
| 20140106 | Interpellation Natasha Pittet et Mélanie Pauli, PRR | ASS |
| | Aide sociale biennoise, quels montants?
Welche Beträge für die Bieler Sozialhilfe? | |
| 20140107 | Motion Niklaus Baltzer, Fraktion SP | FID |
| | Die Zukunft der Investitionsfinanzierung
L'avenir du financement des investissements | |

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 19.25 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Pierre Ogi

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Regula Klemmer

Protokoll:

Katrin Meister

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Simone Bonjour

Claire-Lise Kirchhof